

# COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL

(Division des services essentiels)

Dossier : AM-2001-5695  
Cas : CM-2015-4722

Montréal, le 6 août 2015

---

**DEVANT LA COMMISSAIRE :**            **Judith Lapointe, juge administrative**

---

**Centre intégré de santé et de services sociaux de Lanaudière** (ayant succédé le 1<sup>er</sup> avril 2015 au Centre de réadaptation en déficience physique Le Bouclier)

Employeur

c.

**Syndicat des salariés(es) du CRDP Le Bouclier (CSQ)**

Association accréditée

---

## DÉCISION

---

[1] Le 30 juin 2015, la Commission reçoit une entente de services essentiels que les parties proposent de maintenir en cas de grève dans un établissement qui exploite un ou des centres de réadaptation visés par l'article 111.10 du *Code du travail*, RLRQ, c. C-27, (le **Code**).

[2] L'association accréditée représente :

**« Toutes les salariées et tous les salariés de la catégorie du personnel de bureau, des techniciens et des professionnels de l'administration. »**

[3] Conformément aux articles 111.10.4 et 111.10.5 du Code, il appartient à la Commission de procéder à l'évaluation de la suffisance des services et d'y apporter les modifications et les précisions qu'elle juge appropriées avant de l'approuver au regard des dispositions du Code.

[4] La Commission rappelle aux parties que les dispositions suivantes font partie intégrante de l'entente :

- Le fonctionnement normal des unités de soins intensifs et d'urgence sera assuré en tout temps, le cas échéant.
- Le libre accès d'une personne aux services de l'établissement sera assuré en tout temps, incluant les fournisseurs.
- Tous les salariés habituellement en fonction pendant un quart de travail doivent être présents et accomplir leur travail dans une proportion conforme aux pourcentages établis à l'article 111.10 du Code.
- Dans chaque unité de soins ou catégorie de services, les salariés devront exercer leur temps de grève à tour de rôle, lorsqu'il y a plus d'un salarié, de manière à assurer la continuité des soins et des services aux usagers.
- Dans le cas où un salarié est seul dans son titre d'emploi, ce dernier ne doit pas interrompre la continuité des soins et des services. L'exercice de son droit de grève n'est possible que si les conditions de travail habituelles lui permettent de quitter son poste de travail. À défaut, il doit exercer son droit de grève en demeurant présent sur les lieux de travail et il doit alors cesser la grève si une situation particulière nécessite son intervention immédiate.
- L'employeur fournit à l'association accréditée qui en fait la demande les informations nécessaires à la préparation des horaires de travail des salariés visés.
- Lors d'une situation exceptionnelle ou urgente, l'association accréditée négociera rapidement avec l'employeur et fournira le nombre de salariés désignés pour répondre à la situation.
- Afin de voir à l'application des services essentiels, les parties désigneront chacune une ou des personnes responsables des communications ainsi que les moyens mis en place pour assurer ces dernières.
- Advenant des problèmes d'application des services essentiels, les parties doivent en discuter afin de trouver une solution. À défaut, la Commission doit en être avisée pour qu'elle puisse fournir l'aide nécessaire.
- L'entente est valide pour toute période de grève jusqu'à la signature d'une convention collective ou de ce qui en tient lieu, sous réserve des pouvoirs de la Commission de la modifier.

[5] Après examen de l'entente et compte tenu des modifications et précisions apportées, le cas échéant, la Commission conclut que cette dernière est conforme au Code.

**EN CONSÉQUENCE, la Commission des relations du travail**

**DÉCLARE** que les services essentiels à maintenir pendant une grève sont ceux énumérés à l'entente ci-annexée, incluant les modifications et les précisions apportées par la présente décision, le cas échéant;

**DÉCLARE** suffisants les services essentiels qui y sont prévus;

**RAPPELLE** que nul ne peut déroger à une entente approuvée par la Commission.

---

Judith Lapointe

M. Jean Fafard  
Représentant de l'employeur

M. Serge Vézina  
Représentant de l'association accréditée

JL/jm

**SERVICES ESSENTIELS À MAINTENIR EN CAS DE GRÈVE  
EN POURCENTAGE DU NOMBRE D'HEURES TRAVAILLÉES**  
(réf. articles 111.10 à 111.10.3 du Code du travail)

<b>1. IDENTIFICATION DE L'ASSOCIATION ACCRÉDITÉE</b>	
Nom de l'association accréditée : (syndicat)	Synd. des salaires du CRDP Bouclier
N° d'accréditation : (ex : AM ou AQ-1000-0001)	<del>AM-2001-5810</del> AM-2001-5682 AM-2001-5695 AM-2001-5679
L'association accréditée représente (cocher la case appropriée)	
<input type="checkbox"/> Catégorie du personnel en soins infirmiers et cardio-respiratoires <input checked="" type="checkbox"/> Catégorie du personnel paratechnique, des services auxiliaires et de métiers <input checked="" type="checkbox"/> Catégorie du personnel de bureau, des techniciens et de professionnels de l'administration <input checked="" type="checkbox"/> Catégorie des techniciens et des professionnels de la santé et des services sociaux	
<input type="checkbox"/> Autre unité de négociation accréditée (préciser)	

<b>2. IDENTIFICATION DE L'ÉTABLISSEMENT</b>	
Nom de l'établissement :	CISSS Lanaudière - CRDP Bouclier
Région administrative :	Lanaudière
Installations visées :	Toutes les installations de l'établissement <input checked="" type="checkbox"/>
	<u>OU</u>
	Préciser la ou les installations :
<b>Missions</b>	<b>%</b>
Centreréadaptation(CR)	90 %

/s/ SU

20 juin 2015  
Date:

22 juin 2015  
Date:

450 755-2741 2305  
Téléphone : poste

450-759-8222 #2785  
Téléphone : poste

Jean-fabrice@ssss.gouv.qc.ca  
Courriel :

STPL-CSQ@bellnet.ca  
Courriel :